

1 an de Bruno Marchand: une «notoriété» forgée à travers les crises

ÉMILIE PELLETIER
Le Soleil

Entre les arrestations musclées, le bras de fer sur le tramway et le convoi des camionneurs, Bruno Marchand estime avoir passé le test de sa première année à la mairie de Québec. Les crises successives ont braqué les projecteurs sur la ville, qui a fait parler d'elle hors du troisième lien, et qui ont fait connaître le nouveau maire, par-delà ses souliers.

*«Never waste a good crisis [traduction libre: Ne jamais gaspiller une grande crise]», répète Bruno Marchand au cours d'une entrevue accordée au *Soleil* pour marquer le bilan de la première année de son mandat.*

Comme candidat, les chaussures de course colorées du sportif aspirant à la mairie de Québec ont avant tout retenu l'attention.

Méconnu du grand public, l'ancien président-directeur général de Centraide avait la tâche de se faire connaître.

Un défi qu'il considère avoir relevé. Et, loin de lui nuire, les nombreuses crises rencontrées pendant l'année y ont contribué, note-t-il. À commencer par celle à la police de Québec moins d'un mois suivant son entrée en poste, après la diffusion de vidéos d'arrestations musclées.

Ces événements médiatisés, comme d'autres plus tard dans l'année, l'ont propulsé sur la scène publique. La tribune idéale pour faire ses preuves et s'imposer comme nouveau leader de la ville, observe-t-il.

Les «qui est-ce» des débuts se sont transformés en «notoriété». «Je pense que les craintes que certains pouvaient avoir se sont dissipées», résume M. Marchand.

Son taux d'appuis, parti de 1 %, a grimpé pour s'établir à des seuils presque aussi élevés que ceux de son prédécesseur. Son travail atteignait 73 % de satisfaction en septembre, d'après un sondage Segma-*Le Soleil*-FM93. «La crise, tu ne la choisis pas. Mais quand ça arrive, ce qu'il reste, c'est la réalité. Ça devient une opportunité», philosophe le maire.

LE CHANGEMENT DE TON



Bruno Marchand et Régis Labeaume
ARCHIVES LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

Assis dans son bureau, au cours de cette entrevue d'une heure, Bruno Marchand se sera ouvert sur plusieurs aspects du sprint l'ayant mené tout droit vers la mairie de Québec.

Grand adepte de sport lui-même, il reconnaît qu'on a peut-être donné la chance au coureur. Mais il s'attribue les mérites d'être parvenu à marquer définitivement la ligne avec l'ancien maire.

Signe que les temps changent, le maire de Lévis, Gilles Lehouillier, autrefois à couteaux tirés avec Régis Labeaume, lui lâchera même un petit coup de fil pendant l'entretien.

«Les gens n'y croient pas, mais c'est vrai qu'on s'entend bien», sourit-il, en remettant à plus tard sa conversation avec son homologue lévisien. «Une autre époque».

MOINS DE SURPRISES, APRÈS LES APPRENTISSAGES

Malgré ce changement, reste la continuité. Pour certains projets, particulièrement le tramway. «Sur le tramway, on a fait des pas énormes, se félicite-t-il. Ce n'est pas simple de changer un vent de face qui était aussi fort que ça.»

La récente nomination de Jonatan Julien à titre de ministre responsable de la Capitale-Nationale est en ce sens de bon augure, pour tourner la page sur des mois plus difficiles avec Geneviève Guilbault.

Le mégaprojet de troisième lien continue lui aussi d'occuper une grande part de l'espace médiatique. Le maire Marchand ne s'inquiète pas que le tunnel de la CAQ n'éclipse les autres enjeux de sa ville.

«Si quelqu'un veut s'attarder juste à ça en disant c'est juste ça Québec, on pourrait le considérer presque aveugle, parce qu'il ne voit pas les plus belles des choses.»

Au terme de douze mois à assimiler la victoire ([LIRE AUTRE TEXTE](#)), la surprise des débuts s'est estompée.

«On est plus à voir quelles sont nos forces, nos limites et quels vont être les grands défis», analyse-t-il.

Il n'hésite pas à en nommer un : l'itinérance. Selon lui, «un excellent exemple d'une certaine inertie», pour lequel les instances travaillent «en silos».

«Je pense que la seule clé, c'est qu'on joue un rôle de leader. On gère l'individu de façon morcelée, mais qui a la responsabilité de faire qu'il y en ait moins dans la rue? Personne ne la prend.»

Il s'en fait une mission, mais pas personnelle.

Il faut dire que les espoirs sont élevés. En campagne électorale, le candidat s'était mouillé à promettre d'atteindre l'itinérance zéro. On lui a souvent reproché d'avoir créé de fortes attentes, en fixant des cibles ambitieuses. L'opposition, de

plus en plus vocale, juge que rien n'a été fait depuis un an, alors que le climat tendu dans le quartier Saint-Roch a défrayé la manchette dernièrement.

Il s'en défend.

«Qu'est-ce qu'ils auraient fait eux autres? Qu'est-ce qu'ils ont fait avant? Ce problème-là n'est pas arrivé avec nous. Je ne trouve pas que ça sert bien la ville de chialer, de critiquer», réplique-t-il.

«Il faut être imputable et ça commence par une volonté politique. Qu'est-ce qu'on fait sinon? On se lave les mains et on se dit que ce sera toujours ainsi, en acceptant la fatalité. Je refuse.»

LA «PRESSION» DE LA CRITIQUE



Le premier tour de l'horloge a beau être complété, le «nouveau» maire ne se considère toujours pas comme «vieux». Pas au sens d'âge, mais parce qu'il «casse» avec le moule classique, juge-t-il.

ARCHIVES LE SOLEIL, YAN DOUBLET

Positive ou négative, il lui a fallu apprendre à vivre avec cette critique.

Vrai qu'il n'a pas laissé beaucoup de place à la dérision. Il ne l'a pas relevé pendant l'entrevue, mais sa prise de position envers un restaurateur de l'avenue Maguire incapable d'offrir un service en français faute de main-d'oeuvre, a été soulignée par d'aucuns comme un premier faux pas.

Dans un élan d'introspection, il livre n'avoir pas de problème avec les reproches.

«La pression entre par camions tous les matins», lâche-t-il, s'avouant «assez zen de nature». «Il faut que tu acceptes d'être critiqué rare, parce que tu es critiqué de partout. Ça fait partie de la *job*».

Encore plus sur les réseaux sociaux, où les commentaires sont parfois vindicatifs. Il avait déjà confié avoir invité ses deux enfants à ne pas les lire. Lui-même ne les lit que «très rarement», ils sont plus souvent gérés par son équipe.

«Je n'ai pas de misère à être critiqué [sauf] quand c'est subjectif, qu'on crie des noms, sans nuance. Je choisis ce que je lis, parce que je veux en lire pour rester *groundé*, soutient-il. Si tu te coupes complètement, tu t'isoles dans ta tour d'ivoire».

LE TEMPS QUI S'ENVOLE

À travers ses nouvelles fonctions et un agenda qui lui accaparent 15 heures par jour, Bruno Marchand constate par ailleurs qu'«il faut que tu acceptes de laisser une partie de toi-même».

«J'adore ce que je fais, mais la médaille ne vient pas sans revers. Tu espères que tes proches comprennent, mais il reste que ce n'est pas sans effet»

Le sport, essentiel à sa vie, a gardé une place dans son horaire «pour des raisons de santé mentale».

L'AMBITION DES PREMIERS JOURS

Le premier tour de l'horloge a beau être complété, le «nouveau» maire ne se considère toujours pas comme «vieux». Pas au sens d'âge, mais parce qu'il «casse» avec le moule classique, juge-t-il.

De la tête jusqu'aux pieds. Même les souliers ont fait leur chemin comme modèle du politicien décomplexé. «Au Québec, je n'en entends plus parler négativement», rigole-t-il.

Après le test de la réalité, l'ambition des premiers jours y est toujours.

«J'avais 10, 20, 30 ans, on me disait : “tu vas voir, tu vas arrêter de rêver un jour”. Ça n'arrivera jamais. Si tu ne vises pas la lune, tu ne l'atteins pas», illustre-t-il.

«Les gens de Québec, c'est des gens fiers qui visent grand pour leur ville. Je pense qu'ils méritent un maire qui vise grand.»

BILAN EN RAFALE

Bonne surprise:

«L'amour que les citoyens de Québec portent à leur maire. Dans la rue, c'est tout le contraire des médias sociaux.»

Et la «qualité du travail qui se fait par les employés de la Ville. Des policiers aux pompiers en passant par nos cols bleus et nos cols blancs et nos cadres, il y a un niveau de compétence. Le maire, c'est un maillon de la chaîne.»

Mauvaise surprise:

«Ça m'agace de voir des institutions qui sont repliées sur elles-mêmes et qui oublient que c'est le citoyen qui est au centre. Je suis toujours très déçu, mais c'est le naturel de travailler en silos et je refuse ça.»

Avez-vous réussi à faire oublier Régis Labeaume?

«Je pense que les gens ne l'oublieront jamais, mais qu'ils ont été surpris de la vitesse à laquelle on a occupé cette chaise-là.»

Qu'est-ce que la mairie a ajouté et enlevé à votre vie?

«Ce que ça a ajouté, c'est énormément de fierté, de plaisir à travailler avec du monde qui aime leur ville. Ce que ça a enlevé, c'est du temps avec mes proches, les gens que j'aime.»

Vous sentez-vous loin du communautaire?

«Non. Je me sens aussi proche que j'étais. Je ne peux pas être le maire d'une cause, mais j'essaie de mettre de la lumière sur des causes pour faire en sorte que comme communauté, on soit solidaire les uns des autres. La politique, ce n'est pas du communautaire, mais c'est du communautaire au sens que c'est avec la communauté.»

Le moment marquant de l'année

«L'événement tournant, c'est la question du tramway, au moment où il y a eu un bras de fer».

Le gouvernement Legault menaçait d'imposer des conditions pour émettre les décrets nécessaires à l'avancement du projet de tramway. Il avait alors déclaré : «La charge frontale qu'a décidé de mener le gouvernement du Québec avec ses députés, ses ministres, contre moi est une attaque directe et en règle contre la ville de Québec.»

Au terme de ce mandat, comptez-vous vous représenter?

«Il est trop tôt. Ce n'est même pas une chose à laquelle je pense. Pourquoi? Parce que le jour où tu y penses, ça oriente tes décisions. Je veux prendre des décisions courageuses, notamment sur les changements climatiques, même si elles sont impopulaires. Si tu penses à ta réélection, ça se peut que tu adoucisses.

Après un an de mandat, le maire Marchand doit répondre aux attentes



Cela fait un an que Bruno Marchand est maire de Québec.

PHOTO : RADIO-CANADA / STEVE BRETON



Olivier Lemieux

Publié à 5 h 45

Il y a un an jour pour jour, Bruno Marchand prenait les commandes de la Ville de Québec au terme d'une soirée électorale surréaliste. Habile communicateur, le politicien aux souliers de course colorés doit maintenant accélérer le pas pour répondre aux attentes qu'il a lui-même créées.

« Si c'était le bilan après quatre ans, je ne serais pas satisfait. Après un an, je suis très satisfait », lance d'emblée le maire de Québec en table éditoriale avec Radio-Canada.

Élu par moins de 800 voix d'écart avec son adversaire Marie-Josée Savard, Bruno Marchand s'est retrouvé à la tête d'une formation minoritaire au conseil municipal. Sur les six élus de Québec forte et fière, un seul possédait une expérience politique.

« On avait un élu avec de l'expérience en conseil, tous les autres étaient nouveaux. Et c'était la même chose pour 90 % du cabinet qu'on a formé! »

— *Bruno Marchand, maire de Québec*

La jeune administration a rapidement subi son baptême du feu.

Arrestations controversées impliquant des membres du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ), manifestations de camionneurs et bras de fer avec le gouvernement caquiste pour garder le contrôle de l'aménagement du tramway : Bruno Marchand a dû s'élever devant l'adversité et s'imposer quand la situation le commandait.

L'ancien patron de Centraide Québec ne cache pas ses ambitions pour la capitale, quitte à s'exposer aux critiques.

À ses détracteurs qui tentent de le définir comme un maire « à slogans », il réplique que plusieurs initiatives lancées par son administration porteront bientôt leurs fruits.

« Il y a beaucoup de choses qui ne se voient pas de l'extérieur, mais moi je vois les choses se transformer pour le mieux, pour les citoyens. Ça augure très bien pour la suite », assure Bruno Marchand.

Le défi de « l'itinérance zéro »

S'il y a un dossier où le maire a contribué à faire monter les attentes, c'est bien celui de l'itinérance.

Après en avoir fait une « priorité », il a échoué à empêcher la fermeture du Local Centre-Ville l'été dernier, dans Saint-Roch.



Selon différents intervenants et organismes communautaires, le phénomène de l'itinérance gagne en importance au centre-ville de Québec.

PHOTO : RADIO-CANADA / IVANOH DEMERS

Critiqué par plusieurs intervenants communautaires, Bruno Marchand promet maintenant d'annoncer la création d'un nouvel espace pour les personnes marginalisées « dans les prochains jours ».

Il garde aussi le cap sur son objectif d'atteindre l'itinérance zéro, un concept qui n'a pas encore reçu d'appui concret du ministère de la Santé et des Services sociaux.

« J'accepte d'être imputable sans posséder tous les leviers dans un dossier », dit-il, convaincu que cette façon de faire finit par pousser des partenaires à se mouiller.

Diminuer la pollution dans Limoilou

L'enjeu de la qualité de l'air dans Limoilou représente un autre défi pour le maire Marchand.

En juin, il a convaincu le ministère de l'Environnement et l'administration portuaire de Québec de participer à une campagne d'échantillonnage en Basse-Ville, avant de renoncer à publier les premiers résultats cet automne.



Le ministre de l'Environnement et le maire de Québec, Bruno Marchand, lors d'une conférence de presse

PHOTO : RADIO-CANADA / BRUNO BOUTIN

Encore là, Bruno Marchand préfère voir le verre à moitié plein et qualifie de « miracle » le fait d'avoir installé huit stations de mesure en si peu de temps.

N'empêche, il admet qu'en fixant des objectifs ambitieux pour propulser un dossier, il se rend vulnérable politiquement.

« Je réfléchis en ce moment à savoir si on va garder ou pas cette façon de travailler là. Elle a de grands avantages, mais elle a la contrainte que vous nommez », concède Bruno Marchand.

Lancer le chantier du tramway

Afin de boucler le financement du tramway l'an prochain, Bruno Marchand n'aura pas droit à l'erreur.

D'ici la fin du mois, le Bureau de projet soumettra au gouvernement Legault son plan d'affaires, incluant une évaluation budgétaire finale.

Tout indique que le coût du chantier devrait largement dépasser la barre des 4 milliards de dollars.

Au sujet de la volonté de la Coalition avenir Québec (CAQ) d'appuyer le tramway malgré le contexte inflationniste, Bruno Marchand croit que le nouveau ministre responsable de la Capitale-Nationale, Jonatan Julien, semble « sincère ».



Le ministre responsable de la Capitale-Nationale, Jonatan Julien, promet d'être un « allié indéfectible » du maire de Québec.

PHOTO : RADIO-CANADA / SYLVAIN ROY-ROUSSEL

Chose certaine, pour lancer les travaux comme prévus l'été prochain, le gouvernement Legault devra donner son feu vert au printemps.

Le maire Marchand sait qu'il sera jugé sur sa capacité à naviguer au milieu de courants contraires dans les prochains mois.

« Les gens de Québec aiment les résultats », prend-il soin d'ajouter.

Olivier Lemieux



Apprendre à vivre avec la critique

Le Journal de Québec · 7 nov. 2022 · 2 · KARINE GAGNON Chroniqueuse politique karine.gagnon@quebecormedia.com

Élu il y a un an à la tête de la Ville de Québec, Bruno Marchand s'estime « immensément privilégié » et parle d'un cadeau inestimable, même s'il trouve très difficile de vivre sous le feu de la critique, trop souvent sans nuance, considère-t-il.



« Tu donnes le meilleur de toi-même, au sacrifice d'éléments importants dans ta vie, des gens proches de toi, des amis, de la famille [...], confie le premier élu de Québec, en entrevue avec

Le Journal. Tu y laisses une partie de toi, et il y a des jours où tu peux te dire : “Tout ça pour recevoir une volée de bois vert à chaque matin”. »

Quand on lui demande s'il n'aurait pas un peu de misère à vivre avec la critique, l'élu réplique que si c'était le cas, « je serais roulé en boule chez nous et je démissionnerais ».

M. Marchand souligne qu'il ne s'attend pas à ce que les gens « lui fassent une bénédiction » et qu'il souhaite que les citoyens aient leur mot à dire.

Mais il affirme avoir de la misère avec « la critique inutile » ou la « critique pour la critique ». Il aimerait plus de nuance, alors qu'on vit dans une époque où elle manque cruellement.

Si Bruno Marchand a entièrement raison sur le climat social tendu où la nuance fait défaut, quand on analyse son parcours depuis un an, la critique est cependant loin d'avoir été dure. Le maire a bien commis quelques gaffes, comme sa sortie trop peu nuancée à propos du restaurateur coréen qui n'offrait pas le service en français sur l'avenue Maguire.

Une meilleure connexion avec le milieu des affaires reste également à faire, et certaines de ses déclarations démontrent parfois un manque d'expérience. Il fait après tout ses débuts en politique.

LUNE DE MIEL

Mais dans l'ensemble, M. Marchand a connu une véritable lune de miel, tant avec les citoyens qu'avec l'opposition. Il a relevé un tour de force en positionnant dans l'opinion publique le tramway comme un projet positif, et en remportant la bataille politique contre le gouvernement caquiste dans ce dossier.

Le gouvernement Legault a d'ailleurs depuis réajusté le tir et démontre une volonté de faire preuve de bonne foi, comme en a témoigné Jonatan Julien, nouveau ministre responsable de la région de la Capitale-nationale.

Certes, depuis quelques mois, Claude Villeneuve, chef de l'opposition, a durci le ton. Le maire parle « d'effets de toge ». La critique, quoique désagréable, permet toutefois de s'interroger et

de s'améliorer.

Elle est nécessaire, sauf s'il s'agit d'acharnement, ce qui n'est pas le cas.

PAS D'AUTRE PLAN

La rumeur amenant Bruno Marchand vers d'autres horizons politiques, comme au provincial, circule abondamment en ville. Mais le principal intéressé jure qu'il n'a pas d'autre plan. « Je n'ai pas demandé à avoir la confiance des citoyens pour me dire que ça va être un tremplin. Je n'ai pas de plan de carrière. L'après n'existe pas dans ma tête. »

Bruno Marchand se refuse même à songer au deuxième mandat parce qu'il « ne veut pas être ce politicien qui manque de courage parce qu'il pense à ses ambitions, à sa fonction, à rester en poste ou à aller chercher un autre poste ».

Quoi qu'il en soit, après un an, le bilan de Bruno Marchand s'avère positif, et les résultats du sondage Léger-journal de

Québec-tva en témoignent, avec des taux de satisfaction et de confiance à faire rêver tout politicien. Mais ce bilan demeure évidemment mince.

Les véritables critiques viendront avec le temps et l'usure du pouvoir.

D'ici là, le maire aurait tout avantage à se forger une meilleure carapace.

Le «vétuste» 399, rue Saint-Joseph a-t-il vraiment été vidé par la Ville?



BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN
Le Soleil

En 2019, la mairie se disait plutôt pressée de vider complètement l'édifice Joseph-Ernest-Grégoire, planté en face de la bibliothèque Gabrielle-Roy dans le quartier Saint-Roch. Pourtant, bon nombre d'employés municipaux se trouvent toujours dans l'ancien bureau d'arrondissement jugé «vétuste»...

Mi-juin 2019, donc, la Ville annonçait au *Soleil* que dans un délai d'un an, le bâtiment du 399, Saint-Joseph Est serait dépeuplé. «C'est un immeuble qui a besoin d'importantes rénovations», plaidait-on. «Il y a des mises aux normes importantes qui doivent être faites.»
Quelque 250 personnes devaient déménager...

IL Y A DE LA VIE DEDANS!

Rue Saint-Joseph Est, les portes de l'historique bâtiment érigé par la Quebec Railway Light Heat and Power en 1910 sont effectivement barrées aux citoyens. Mais, à l'intérieur, il y a âmes qui vivent!

Nous les voyons à travers les grandes vitres. Que ce soit depuis les trottoirs qui ceignent le quadrilatère; que ce soit depuis les fenêtres de la rédaction du *Soleil* située au 3^e étage de l'édifice planté tout juste de l'autre côté de la rue de la Couronne.

Étonnant, puisque sur la porte du 399, un avis proclame le déménagement du bureau de l'arrondissement La Cité-Limoilou vers le YMCA du 500, rue du Pont. «Tous les services habituels y seront offerts dès le 11 octobre.»

Conseillère en communication à la Ville de Québec, Audrey Perreault nous confirme que «les quelque 200 employés qui devaient être déménagés ont été relocalisés».

Alors, qui squatte la propriété municipale?

MOINS PRESSÉE DE VENDRE

La Ville ne sait pas encore exactement quels soins devront être prodigués au 399, Saint-Joseph Est afin de le doter des commodités modernes.

LE SOLEIL, YAN DOUBLET

La Ville s'affiche bien moins pressée qu'en 2019 d'évacuer définitivement le 399, rue Saint-Joseph Est, quand la mairie parlait ouvertement de vendre la bâtisse.

Il a d'ailleurs fallu 2 ans de plus qu'annoncé pour que les employés de l'arrondissement déménagent finalement dans leurs bureaux neufs de la rue du Pont, au début du mois d'octobre 2022.

Et les autres divisions administratives de la Ville, qui logeaient aussi dans la vénérable bâtisse, ne se font plus pousser vers la sortie.

«Bien que la Ville anticipe des rénovations importantes pour cet édifice, aucuns travaux à court terme ne sont requis puisqu'il est sécuritaire pour les occupants et le public», nous transmet Audrey Perreault.

On sent moins la pression qu'en 2019 quand l'administration nous disait que «travaux d'importance sont nécessaires à la pérennité du bâtiment».

LE NOMBRE: 8,5

Selon le plus récent rôle d'évaluation foncière, l'édifice Joseph-Ernest-Grégoire vaudrait 8,5 millions \$.

QUI EST LÀ?

Au téléphone, nous discutons avec Jenna Dubé, conseillère en communication et relations publiques de Destination Québec Cité, nouvelle appellation de l'Office du tourisme de Québec.

Elle travaille, comme tous ses collègues de l'Office, au 399, rue Saint-Joseph Est. «Je suis physiquement là.»

On leur avait dit qu'ils devraient quitter pour l'Espace 400^e, bloc de verre érigé au bord du Bassin Louise du port. Mais le projet est tombé à l'eau, trop dispendieux.

M^{me} Dubé confirme que la Ville n'a présenté aucun échéancier pour leur dénicher un nouveau toit. Ils sont donc à demeure sur Saint-Joseph jusqu'à nouvel ordre.

Les autres

La soixantaine de travailleurs et travailleuses de l'Office du tourisme ne sont pas seuls sur place. La Ville y maintient également:

- ⇒ La direction du Service des loisirs et de la vie communautaire;
- ⇒ La Division loisirs, intervention communautaire et animation urbaine;
- ⇒ Une partie de l'équipe du Service de la coordination stratégique et des relations internationales;

Ces entités de l'administration municipale «continueront d'occuper le 399, rue Saint-Joseph Est».

PAS DE BILAN DE SANTÉ DU BÂTIMENT

La Ville ne sait pas encore exactement quels soins devront être prodigués au 399, Saint-Joseph Est afin de le doter des commodités modernes.

Aussi, il faudra attendre que le bilan de santé soit réalisé avant de savoir si la Ville conservera son immeuble; ou si elle le cédera dans le secteur privé.

«L'évaluation est en cours», affirme Audrey Perreault. «La Ville statuera sur sa prochaine vocation une fois que les travaux de mise aux normes auront été évalués. La Ville poursuivra sa réflexion une fois ces éléments connus.»

AU YMCA

Les citoyens voulant obtenir des services de l'arrondissement La Cité-Limoilou doivent se présenter au 500 rue du Pont.

La Ville y a regroupé:

- La Direction de l'arrondissement de La Cité-Limoilou et le Greffe;
- Les bureaux des conseillers municipaux de l'arrondissement;
- La Division de la gestion du cadre bâti incluant les sections Administration des permis et Permis majeurs, commerciaux et industriels (Gestion du territoire);
- Le centre de services aux citoyens (Service de l'interaction citoyenne);
- Les bureaux de la Participation publique (Service de l'interaction citoyenne);
- Le Service de l'évaluation (déménagé plus tôt en 2022).

JOSEPH-ERNEST GRÉGOIRE, MAIRE ET DÉPUTÉ

Le 399, rue Saint-Joseph Est a été baptisé en l'honneur d'un ancien maire de la capitale et député à l'Assemblée nationale Joseph-Ernest Grégoire.

L'Assemblée nationale lui consacre cette [biographie](#).

Le Répertoire du patrimoine culturel du Québec offre également une [synthèse](#) de son parcours.

CONSTRUIT POUR DOMINER SAINT-ROCH

Dans cet [historique](#), la Ville de Québec raconte qu'un marché de viande et de poissons trônait sur ce lot de l'intersection Saint-Joseph/de la Couronne dès 1866. Au grand déplaisir du voisinage qui contestait la salubrité des lieux.

En 1910, la compagnie Quebec Railway Light Heat and Power l'acquiert, puis le démolit.

La même année, l'entreprise érige son siège social : «Ce bâtiment, qui a été la première structure d'importance à dominer le quartier, est né de la volonté de la Cie Quebec Power, en pleine croissance, de s'affirmer dans le paysage urbain.»

«L'édifice, longtemps appelé «le Merger», est doté d'une structure d'acier ancrée dans le roc et revêtue de matériaux incombustibles. Lors de son ouverture, les journaux signalent la qualité de l'immeuble. On note, entre autres, «la majestueuse entrée sur la rue Saint-Joseph qui semble vouloir attirer les foules et indique bien par son importance que tout Québec doit passer par là». Comme quoi déjà en 1910 les observateurs avertis étaient conscients que le centre-ville de Québec se déplaçait vers Saint-Roch.»